

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/71/TUR  
25 octobre 2001

(01-5232)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## SUBVENTIONS

Nouvelles notifications complètes présentées conformément à l'article XVI:1  
du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions  
et les mesures compensatoires

### TURQUIE

La Mission permanente de la Turquie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 octobre 2001.

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
<b>I. ENCOURAGEMENT DES INVESTISSEMENTS EN TURQUIE .....</b>	<b>3</b>
<b>II. PROGRAMMES DE CRÉDIT.....</b>	<b>11</b>
<b>III. PROGRAMME DE SUBVENTION DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLAS .....</b>	<b>20</b>

Notification de la Turquie pour 2001 concernant l'encouragement des investissements en Turquie

Ainsi que nous l'avions fait dans la notification complète initiale de la Turquie (G/SCM/N/38/TUR), en 1998, et dans les notifications ultérieures de mise à jour concernant les mesures d'encouragement des investissements, nous avons à nouveau en 2001 le plaisir de présenter les éléments d'information ci-après sous forme de résumé descriptif.

Par rapport à la notification de 1998, le programme est fondamentalement le même, mais il se fonde sur un nouveau décret qui constitue, dans une certaine mesure, le prolongement de l'ancien système, avec des modifications mineures. Le système décrit ci-après utilise pratiquement la même approche pour encourager les investissements en Turquie. Mais, par rapport à l'ancien décret (n° 98/10755, du 25 mars 1998), il apporte certaines modifications mineures et certaines adaptations qui sont présentées en détail dans les pages suivantes.

Le nouveau décret en question est un prolongement du programme antérieur, qui vise exclusivement à encourager les investissements; les activités déployées dans le cadre de ce système ne concernent pas directement le commerce, ne comportent pas de prescriptions spécifiques et se

fondent sur une approche régionale et horizontale. Il s'agit d'un programme dont peuvent bénéficier tous les types d'investisseurs, tant nationaux qu'étrangers.

L'ensemble du programme est fondé sur la présentation, par l'investisseur, d'une simple proposition de projet d'investissement et de réalisation, tandis que, pour sa part, le gouvernement met en place plusieurs mesures d'encouragement et de simplification des opérations pour ce qui est des formalités administratives.

Des renseignements détaillés concernant le système d'encouragement des investissements, ainsi que le texte intégral du Décret et des communiqués, et des données statistiques peuvent être obtenus si nécessaire à l'adresse Internet suivante: **[www.treasury.gov.tr](http://www.treasury.gov.tr)**.

On trouvera dans les pages qui suivent une description plus complète du système.

## I. ENCOURAGEMENT DES INVESTISSEMENTS EN TURQUIE

Pour faciliter la présentation, on peut subdiviser le programme général d'encouragement des investissements mis en œuvre en Turquie en trois sous-programmes, qui sont actuellement en cours d'application, à savoir:

1. **Régime général d'encouragement des investissements**
2. **Aides accordées aux petites et moyennes entreprises (PME)**
3. **Programme destiné à remédier à l'insuffisance des investissements et/ou au défaut d'exploitation d'entreprises**

Il convient de noter que, dans le cadre de ce mécanisme, les investisseurs nationaux et étrangers sont traités sur un pied d'égalité; les sociétés à capitaux étrangers peuvent bénéficier de toutes les mesures d'encouragement et de toutes les subventions accordées aux sociétés nationales.

Pour pouvoir bénéficier des mesures d'encouragement des investissements, les investisseurs étrangers doivent commencer par demander et obtenir un certificat d'investissement auprès de la Direction générale des investissements étrangers; les investisseurs nationaux doivent quant à eux présenter leurs demandes de certificats à la Direction générale des incitations et de la mise en œuvre, qui les leur délivre s'ils satisfont aux conditions requises. Ces Directions générales relèvent toutes deux du Sous-Secrétariat au Trésor.

### 1. Le programme général d'encouragement des investissements

- a) Le **titre** du texte législatif établissant le programme général d'encouragement des investissements est le suivant:

**DÉCRET RELATIF AUX ENCOURAGEMENTS DE L'ÉTAT AUX  
INVESTISSEMENTS ET AU FONDS D'ENCOURAGEMENT  
DE L'INVESTISSEMENT**

(Décret n° 2001/1821, du 21 décembre 2001)

(publié au Journal officiel n° 24291 du 18 janvier 2001)

Ce décret établit également les deux autres sous-programmes précités.

- b) Le programme général d'encouragement des investissements a pour **objet** de stimuler, soutenir et orienter les investissements, dans le cadre des engagements internationaux, conformément aux objectifs des plans de développement et des programmes annuels, afin de réduire les déséquilibres régionaux à l'intérieur du pays et de créer de nouveaux emplois, tout en tirant parti des **technologies de pointe appropriées, pour une plus grande valeur ajoutée, et de parvenir à une plus grande compétitivité sur le plan international.**
- c) Le **système en général**, que l'on pourrait intituler "Programme général d'encouragement des investissements" (PGEI), englobe toutes les activités d'investissement liées à la production de biens et de services, à la recherche-développement, à la protection de l'environnement, à l'amélioration de la qualité et des normes et au soutien des petites et moyennes entreprises. Le fonds établi par ce décret a pour objet de soutenir les investissements des petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre d'un mécanisme similaire.

d) Comme il est mentionné ci-dessus, l'un des principaux objectifs du système **est d'éliminer les déséquilibres interrégionaux**. À cet effet, plusieurs **classifications régionales** ont été établies par le Décret;

- ***Régions développées:*** les zones urbaines d'Istanbul et de Kocaeli, ainsi que les agglomérations d'Ankara, Izmir, Bursa, Adana et Antalya.
- ***Régions normales:*** les villes n'appartenant pas aux régions développées et régions de développement prioritaire.
- ***Régions de développement prioritaire:*** les villes définies comme telles par décision du Conseil des ministres.

On trouvera au tableau I, en annexe au présent document, la liste des provinces appartenant ***aux régions de développement prioritaire***.

Comme on l'a expliqué ci-dessus, le système d'encouragements de l'État aux investissements appliqué en Turquie est essentiellement un **système régional/horizontal**.

e) **Fonctionnement du programme**

En résumé, quel que soit leur secteur d'activité, tous les investisseurs qui ont préparé leurs études de faisabilité et leurs projets d'investissement et qui pensent satisfaire aux conditions requises pour qu'une évaluation soit effectuée dans le cadre du Décret s'adressent au Sous-Secrétariat au Trésor pour demander l'évaluation de leur projet d'investissement en vue de pouvoir bénéficier d'un encouragement de l'État.

Une entreprise turque doit être légalement constituée et enregistrée pour pouvoir obtenir un certificat, mais une société à participation étrangère peut en faire la demande au nom d'une société devant être constituée en tant que société à responsabilité limitée ou société et filiale par actions.

Les demandes de certificats d'encouragement des investissements doivent être présentées à l'autorité compétente selon les modalités suivantes:

- I. pour tous les investissements devant être effectués par des sociétés de capitaux étrangers et leurs filiales, les demandes doivent être présentées à la Direction générale des investissements étrangers;
- II. pour les investissements devant être effectués dans les secteurs manufacturier et de l'agro-industrie (denrées alimentaires et boissons, produits forestiers, tissage et confection, cuir et articles en cuir, papier, produits chimiques, caoutchouc et matières plastiques, verre et ouvrages en verre, métaux non ferreux, ouvrages en métaux, machines et équipements, véhicules pour le transport et pièces détachées, appareils électriques et mécaniques, appareils de mesure, électronique, ciment, argile réfractaire et ouvrages en ciment, produits céramiques, emballages, fabrication de matériel de bureau et produits à base de viande et produits carnés, produits à base de lait et produits laitiers, produits fourragers, transformation de produits agricoles) dont le montant fixe est inférieur à 2 billions de livres turques, les demandes doivent être présentées au Sous-Secrétariat au Trésor avant le 31 juillet 2001. Passé cette date, les demandes qui auront été présentées dans les délais seront transmises aux chambres d'industrie agréées (chambres d'industrie d'Adana, d'Ankara, de Balikesir, de Denizli,

de la région de l'Égée, d'Eskisehir, de Gaziantep, d'Istanbul, de Kayseri, de Kocaeli et de Konya);

III. pour d'autres investissements, les demandes doivent être présentées à la Direction générale des incitations et de la mise en œuvre.

f) **Procédure à suivre pour obtenir un certificat d'encouragement de l'investissement**

L'investisseur qui demande un certificat d'encouragement de l'investissement doit fournir les pièces suivantes:

- formulaire de demande;
- reçu du dépôt effectué auprès de la Banque centrale, lequel est compris entre 200 millions et 2 milliards de livres turques selon l'état de développement de la région d'implantation et le montant de l'investissement fixe;
- liste des équipements importés ou achetés localement;
- copie authentique des signatures autorisées de la société;
- copie du registre du commerce où les statuts sont publiés;
- rapport sur la capacité actuelle de développement de la capacité de production, de modernisation, d'amélioration de la qualité et d'investissement en vue de l'intégration dans les régions développées;
- autres éléments d'information et documents pouvant être requis, en fonction des caractéristiques de l'investissement.

Une fois la demande complétée et présentée aux fins d'évaluation conformément aux prescriptions du Décret et des communiqués, les projets d'investissement remplissant les conditions requises sont évalués et reçoivent un certificat ou un permis et un certificat, après une analyse de chaque proposition de projet.

**Concernant l'ensemble des procédures relatives au système d'encouragement des investissements, il n'existe aucune différence entre les investisseurs étrangers et nationaux.** Le "certificat" susmentionné donne droit à des aides spécifiques au titre de l'encouragement des investissements.

g) **Éléments d'encouragement**

Dans le cadre des objectifs du programme et de son champ d'application, les **projets d'investissement retenus** pour lesquels **un certificat est délivré** peuvent **bénéficier** des mesures d'encouragement suivantes:

- a) *exonération des droits de douane et des taxes destinées à alimenter des fonds*
- b) *prime à l'investissement*
- c) *exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour les importations et les achats locaux de machines et d'équipement*

- d) *exonération de certains impôts, droits et redevances*
- e) *crédits accordés dans le cadre du Fonds d'encouragement à l'investissement*

**Définitions et descriptions des mesures d'encouragement:**

a) *Exonération des droits de douane et des taxes destinées à alimenter des fonds*

Pour les projets d'investissement qui sont évalués et retenus par le Sous-Secrétariat au Trésor, les importations de machines et d'équipement devant être utilisés sur le site de l'usine sont exonérées de droits de douane. Une fois l'exonération inscrite sur le "certificat", l'investisseur peut importer les machines et les équipements mentionnés sur la liste approuvée, c'est-à-dire la "liste globale", qui n'est valable que pour ce seul investissement.

b) *Prime à l'investissement*

La prime à l'investissement est une exonération fiscale consentie aux contribuables redevables de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés. Les investissements pour lesquels une prime est prévue dans le certificat d'encouragement bénéficient de cette mesure d'incitation. La prime à l'investissement est accordée à concurrence de 40 pour cent dans les régions développées, de 60 pour cent dans les régions normales et de 100 pour cent des investissements envisagés dans les régions de développement prioritaire et les régions industrielles organisées. Le taux de la prime est de 200 pour cent pour les investissements industriels dont l'équivalent en livres turques dépasse les 250 millions de dollars EU et qui possèdent au moins deux des caractéristiques suivantes: accroissement de la compétitivité internationale, besoins en haute technologie, valeur ajoutée élevée, contribution à l'accroissement des rentrées fiscales et création d'emplois. Toute demande additionnelle et mise en œuvre liées à cette mesure sont traitées par le Ministère des finances dans le cadre de la loi fiscale générale.

c) *Exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour l'importation et les achats locaux de machines et d'équipement*

Conformément à la Loi n° 4369 du 22 juillet 1998, les machines et équipements importés ou achetés localement, qui figurent sur la liste globale approuvée jointe au certificat d'encouragement de l'investissement, sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée.

d) *Exonération de certains impôts, droits et redevances*

Les investisseurs qui s'engagent à réaliser pour 10 000 dollars EU d'exportations après la phase d'investissement sont exonérés, durant la phase d'investissement, des impôts, droits et redevances connexes liés aux opérations et aux processus d'obtention de crédits standard auprès des banques, ainsi que des autres redevances officielles, par exemple au titre de l'inscription des terrains au registre foncier ou de l'enregistrement de sociétés, etc., conformément à la Loi n° 488 (du 1<sup>er</sup> juillet 1964) et à la Loi n° 492 (du 2 juillet 1964). La mise en œuvre est effectuée conformément à l'article temporaire 2 de la Loi n° 3505 (du 3 décembre 1988), ces différentes lois étant des lois fiscales générales.

e) *Crédits accordés dans le cadre du Fonds d'encouragement à l'investissement*

Les crédits accordés dans le cadre du PGEI sont, à l'heure actuelle, destinés uniquement aux petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre d'un programme d'encouragement des investissements similaire appliqué par le biais de banques intermédiaires telles que la Halkbank, la Banque de développement turque, la Banque de développement industriel turque et la Banque

d'investissement industriel turque. Ces banques utilisent le même système de certificats que celui décrit plus haut, en particulier pour l'achat de machines et matériels destinés aux PME.

Des crédits peuvent être accordés, dans les limites fixées, en vue d'orienter et d'encourager les investissements axés sur le développement régional, les investissements des PME, les investissements technologiques prioritaires qui sont déterminés par la Haute Commission des sciences et de la technologie, les investissements liés à la protection de l'environnement, les investissements dans les technoparcs, et la recherche-développement, conformément à la législation concernant les mesures publiques d'aide à l'investissement. Le montant des crédits d'investissement visant à favoriser le développement régional est limité à 30 pour cent du montant de l'investissement fixe et ne doit pas dépasser les 4,5 billions de livres turques. La limite des crédits est de 50 pour cent du montant de l'investissement fixe et de 250 milliards de livres turques pour les investissements au titre de la recherche-développement, les investissements liés à la protection de l'environnement, les investissements technologiques prioritaires et les investissements destinés aux zones industrielles organisées. Le taux d'intérêt de ces crédits est actuellement de 15 pour cent. L'échéance des crédits d'investissement axés sur le développement régional est de six ans avec un délai de grâce de trois ans. Cette échéance est de cinq ans pour les crédits alloués à d'autres fins, avec un délai de grâce d'un an.

## 2. Aides accordées aux petites et moyennes entreprises (PME)

En Turquie, l'importance des petites et moyennes entreprises pour la vie économique a été reconnue au début des années 90. Au milieu de cette décennie, l'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne a été instaurée, le 1<sup>er</sup> janvier 1996, avec la ratification de la Décision n° 1/95 du Conseil de l'Union européenne. Pour permettre aux PME turques de survivre et de soutenir la concurrence au sein de cette union douanière, la mise en place de nouveaux mécanismes de soutien est apparue nécessaire à l'époque.

C'est dans ce contexte qu'a été adopté le premier décret réglementant cette question, à savoir le Décret n° 96/8615, du 19 septembre 1996, intitulé "**DÉCRET SUR L'AIDE DE L'ÉTAT EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES PME**", publié au Journal officiel n° 22789 du 16 octobre 1996.

Les investissements des petites et moyennes entreprises sont soutenus en vertu du **Décret n° 2000/1822, du 21 décembre 2001**, intitulé "**DÉCRET SUR L'AIDE DE L'ÉTAT EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES PME**", publié au Journal officiel n° 24291 du 18 janvier 2001.

- Conformément aux plans de développement et aux programmes annuels, la législation en la matière vise à:
  - **encourager l'investissement des PME,**
  - **accroître la production et élever les normes de qualité,**
  - **satisfaire la demande en relation avec la mise au point de produits,**
  - **générer des emplois,**
  - **soutenir la concurrence au sein de l'Union douanière.**
- Aux termes de la définition des PME donnée dans le Décret, sont considérées comme des PME les sociétés:
  - qui exercent leurs activités dans les **secteurs manufacturier, de l'agro-industrie, du tourisme, de l'éducation et de la santé, des industries extractives et du logiciel,**

- qui emploient  
**entre un et neuf ouvriers** (micro-entreprises),  
**entre dix et 49 ouvriers** (petites entreprises),  
**entre 50 et 250 ouvriers** (moyennes entreprises), et
- qui détiennent un capital dont la valeur totale, à l'exclusion des terrains et des bâtiments (pour les secteurs manufacturier et de l'agro-industrie), y compris les machines et l'équipement, les installations, les véhicules, les meubles et le matériel de bureau, ne dépasse pas **400 milliards de livres turques**.

Les achats de machines et d'équipement ainsi que de matières premières (approvisionnement en énergie électrique non inclus) effectués par les PME bénéficient d'une aide prévue dans un certificat délivré par le Sous-Secrétariat. Pour pouvoir bénéficier des éléments d'encouragement, il faut que la valeur des investissements en machines et équipement et/ou en matières premières faisant l'objet du certificat ne dépasse pas les **400 milliards de livres turques**.

L'investisseur doit présenter sa première demande à la succursale compétente de

- la Banque turque de développement pour les investissements devant être effectués dans les secteurs du tourisme, de l'éducation, de la santé et de l'agro-industrie
- la Halkbank, la Banque turque de développement industriel ou la Banque turque d'investissement industriel, pour les autres secteurs.

La succursale compétente de la banque intermédiaire procédera à l'évaluation de la demande de l'investisseur sur la base du formulaire qu'il aura présenté. Pour la délivrance d'un certificat d'encouragement, la banque intermédiaire transmettra alors la demande, pour le compte de l'investisseur, au Sous-Secrétariat au Trésor.

- Les investissements des PME bénéficient des éléments d'encouragement suivants:
  - a) **Crédits accordés dans le cadre du Fonds d'encouragement à l'investissement**
  - b) **Exonération des droits de douane et des taxes destinés à alimenter des fonds**
  - c) **Prime à l'investissement**
  - d) **Exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour l'importation et l'achat sur le marché intérieur de machines et d'équipement**
  - e) **Exonération de certains impôts, droits et redevances**

Certaines limites sont fixées au montant des crédits consentis et des taux d'intérêt applicables, en fonction de la région d'investissement.

- Le montant des crédits accordés aux PME dans le cadre du Fonds est limité à:
  - 200 milliards de livres turques pour les crédits d'investissement et 80 milliards de livres turques pour les crédits d'exploitation.

**Le montant et l'étendue du crédit sont d'autant plus élevés que l'entreprise est plus petite et que la région d'implantation est peu développée.**



- Pour les crédits octroyés dans le cadre du Fonds, le **rapport crédit/capital est de 20 pour cent de l'investissement** dans les régions de développement prioritaire et de **30 pour cent de l'investissement** dans les autres régions.

Les taux d'intérêt des crédits accordés aux PME dans le cadre du Fonds sont les suivants:

- **crédits d'investissement**: 10 pour cent dans les régions de développement prioritaire et 15 pour cent dans les autres régions;
  - **crédits d'exploitation**: 15 pour cent dans les régions de développement prioritaire et 25 pour cent dans les autres régions. Pour les **crédits d'investissement accordés aux PME dans le cadre du Fonds**, l'échéance maximale est de **quatre ans**; elle est de **deux ans pour les crédits d'exploitation**. **S'agissant des crédits d'investissement, aucun remboursement n'est effectué au cours de la première année.**
3. **Programme destiné à remédier à l'insuffisance d'investissements et/ou au défaut d'exploitation d'entreprises**

Le fondement juridique de ce programme est le:

**DÉCRET SUR LE RENFORCEMENT DES INVESTISSEMENTS QUI SONT INCOMPLETS ET/OU INFRUCTUEUX EN RAISON DE L'INSUFFISANCE DES FONDS DE ROULEMENT OU D'UNE EXPLOITATION PARTIELLE DES ENTREPRISES**

(Décret n° 2000/1721, du 25 décembre 2000)

(publié au Journal officiel n° 24271 du 25 décembre 2000)

Ce décret vise à encourager et à attirer des investissements dans l'économie de façon à augmenter la production et à créer des emplois dans les entreprises manufacturières (à l'exclusion des investissements dans l'égrenage du coton et la fabrication d'emballages), l'agro-industrie (y compris les dépôts frigorifiques), et les secteurs de la santé et de l'éducation; il vise aussi à renforcer les investissements qui sont incomplets et/ou infructueux en raison de l'insuffisance des fonds de roulement ou de l'exploitation partielle d'entreprises situées dans **26 provinces prédéterminées qui comptent au nombre des régions les moins développées du pays**.

**Indépendamment de l'obtention ou non d'un certificat d'encouragement**, des crédits d'investissement et/ou d'exploitation peuvent être accordés à concurrence d'un maximum de **450 milliards de livres turques par entreprise**, dans le cadre du Fonds d'encouragement à l'investissement, par l'entremise des banques intermédiaires.

Le taux d'intérêt est de **10 pour cent** pour le crédit d'investissement, et de **15 pour cent** pour le crédit d'exploitation. Les **crédits d'investissement** accordés dans ce cadre **sont remboursables sur cinq ans, en sept versements égaux avec un délai de grâce de deux ans**. Les **crédits d'exploitation** sont remboursables sur **trois ans, en cinq versements égaux** avec un **délai de grâce d'un an**.

***DONNÉES COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AU SYSTÈME D'ENCOURAGEMENT À L'INVESTISSEMENT:***

**TABLEAU I**

***Liste des provinces de Turquie définies comme des régions de développement prioritaire***

1.	Adıyaman	26.	Kars
2.	Ağrı	27.	Kastamonu
3.	Aksaray	28.	Kırıkkale
4.	Amasya	29.	Kırşehir
5.	Ardahan	30.	Kilis
6.	Artvin	31.	Malatya
7.	Bartın	32.	Mardin
8.	Batman	33.	Muş
9.	Bayburt	34.	Nevşehir
10.	Bingöl	35.	Niğde
11.	Bitlis	36.	Ordu
12.	Çanakkale (Bozcaada et Gökçeada)	37.	Osmaniye
13.	Çankırı	38.	Rize
14.	Çorum	39.	Samsun
15.	Diyarbakır	40.	Siirt
16.	Elazığ	41.	Sinop
17.	Erzincan	42.	Sivas
18.	Erzurum	43.	Şanlıurfa
19.	Giresun	44.	Şırnak
20.	Gümüşhane	45.	Tokat
21.	Hakkari	46.	Trabzon
22.	Iğdır	47.	Tunceli
23.	Kahramanmaraş	48.	Van
24.	Karabük	49.	Yozgat
25.	Karaman	50.	Zonguldak

## II. PROGRAMMES DE CRÉDIT

### 1. Titre du programme de subventions

#### *Programmes de crédit*

L'Eximbank turque soutient les exportateurs, les fabricants à vocation exportatrice et les investisseurs étrangers en les faisant bénéficier de programmes de crédit, en espèce ou non, à court, à moyen et à long terme. En outre, les créances à l'exportation sont escomptées afin de promouvoir les ventes à des conditions de paiement différé et d'accroître le volume du commerce d'exportation.

#### *Crédits à l'exportation à court terme*

En 2000, 65 pour cent des crédits à court terme proposés par l'Eximbank turque ont été accordés par l'intermédiaire de banques commerciales turques bénéficiant de lignes de crédit et 35 pour cent de ces crédits ont été accordés directement par l'Eximbank turque. Les crédits sont accordés en livres turques ou en devises. En 2000, la Banque a fourni un soutien financier pour environ 13 pour cent des exportations turques au moyen des crédits à court terme.

**Programme de crédits à l'exportation avant expédition en livres turques (PCEE LT):** ce mécanisme de crédits à court terme en livres turques couvre tous les secteurs. Il fournit un soutien financier aux exportateurs dès les premiers stades de la production.

*Programme de crédits à l'exportation avant expédition destiné aux petites et moyennes entreprises (PME) (sous-programme du PCEE LT)*

*Programme de crédits à l'exportation destiné aux zones de développement prioritaire du PCEE (sous-programme du PCEE LT)*

**Programme de crédits à l'exportation avant expédition en devises (PCEE FX):** ce mécanisme de crédits à court terme en devises couvre tous les secteurs. Il fournit un soutien financier aux exportateurs dès les premiers stades de la production.

**Programme de crédits destinés à des sociétés de commerce extérieur (SCE):** ces lignes de crédit sont accordées à des sociétés de commerce extérieur (SCE) et à des sociétés de commerce extérieur sectorielles (SCES) en livres turques et en devises pour satisfaire leurs besoins en matière de financement à l'exportation.

Le programme permet d'accorder des crédits en livres turques ou en devises:

**Programme de crédits à l'exportation à court terme en livres turques destiné à des SCE**

**Programme de crédits à l'exportation à court terme en devises destiné à des SCE**

**Programme de crédits à l'exportation en devises lié aux résultats à l'exportation:** les crédits sont accordés en devises aux exportateurs et aux fabricants à vocation exportatrice.

**Programme de crédits à l'exportation en livres turques lié aux résultats à l'exportation:** les crédits sont accordés en livres turques aux exportateurs et aux fabricants à vocation exportatrice.

**Programme d'escompte des crédits à l'exportation à court terme:** il s'agit d'un mécanisme de financement après expédition dans le cadre duquel les créances à l'exportation, sous

réserve de l'acceptation des banques commerciales et/ou de lettres de crédit irrévocables, sont escomptées par l'Eximbank turque.

**Programme de réescompte avant expédition à court terme:** ce mécanisme de financement a été mis en place afin d'attribuer un escompte avant expédition qui s'ajoute à celui accordé après expédition par la Banque centrale de Turquie à l'Eximbank turque. Ce programme permet d'escompter les billets à ordre préparés par des exportateurs au nom de l'Eximbank turque, avalisés par des banques qui ont une lettre de garantie à court terme de la Banque et dont l'échéance maximale est de 120 jours.

#### *Crédits à l'exportation à moyen et à long terme*

**Programme de crédit-acheteur/garantie:** l'Eximbank turque ouvre des lignes de crédit, sous garantie souveraine, à des banques et institutions financières correspondantes dans divers pays. Dans le cadre de ce programme, des facilités de financement sont accordées tant pour les exportations que pour des projets.

**Régime de financement des exportations de la Banque islamique de développement (BID):** l'Eximbank turque agit en qualité d'intermédiaire pour le Régime de financement des exportations de la BID, conformément à l'entente conclue en 1988 entre les deux parties. Ce programme assure un financement sous la forme de crédit-acheteur et offre des facilités de crédit aux importateurs qui résident non seulement dans des pays membres de l'Organisation de la Conférence islamique mais également dans des pays membres de l'OCDE en ce qui concerne les produits qu'ils importent de la Turquie. La BID a le pouvoir d'approuver les crédits et elle assume le risque de l'acheteur (de l'importateur) pour les transactions effectuées par l'intermédiaire de l'Eximbank turque.

Ce régime prévoit aussi une limite de 20 millions de dinars islamiques (environ 29 millions de dollars EU) pour le financement par la BID. Aux termes de cette ligne de crédit renouvelable que la BID accorde à l'Eximbank turque (à titre d'exception aux pratiques habituelles), cette dernière a le pouvoir d'approuver les crédits et elle assume le risque de l'acheteur. Les chiffres du tableau situé à la fin du présent document correspondent aux décaissements effectués dans le cadre de cette limite.

**Opérations de financement du commerce d'importation (ligne OFCI) de la BID:** il s'agit d'un mécanisme de financement renouvelable à moyen terme assuré par la ligne OFCI du Régime de financement de la BID. L'Eximbank turque exige des entreprises qui bénéficient de ce programme des engagements liés à l'exportation.

**Programme de crédits à l'investissement dans des chaînes de magasins à l'étranger:** l'Eximbank turque soutient les investissements effectués à l'étranger par des entrepreneurs turcs pour créer des centres commerciaux et des chaînes de magasins dans lesquels divers produits de consommation sont offerts à la vente.

**Programme de lettres de garantie pour la construction et l'exportation de navires:** les entreprises turques associées à la construction et/ou à l'exportation de navires reçoivent des lettres de garantie leur permettant de trouver un financement auprès de banques/d'institutions financières tant nationales qu'étrangères ou d'obtenir de l'acheteur un préfinancement sous forme d'acompte ou de versements échelonnés.

**Programme spécifique de crédits à l'exportation:** il s'agit d'un mécanisme de financement avant expédition à moyen terme accordé aux fabricants/exportateurs pour leurs projets générateurs de devises. Dans le cadre de ce programme, la Banque soutient les entreprises de construction de navires et d'usines ainsi que les fabricants/exportateurs qui produisent des biens industriels à haute valeur ajoutée.

**Prêt d'intermédiation financière à l'exportation (PIFE):** il s'agit d'une ligne de crédit de 252,5 millions de dollars EU consentie par la Banque mondiale et garantie par le Trésor turc, dont l'échéance est de sept ans, avec un délai de grâce de trois ans. Ce programme permet de couvrir les besoins de financement à court et à moyen terme des fabricants exportateurs, qu'il s'agisse de leurs fonds de roulement ou des investissements liés à l'exportation. L'Eximbank turque accorde ce prêt par l'entremise de cinq banques participantes. Elle assume le risque de crédit lié aux banques participantes alors que les banques chargées de la rétrocession assument les risques de crédit liés aux entreprises emprunteuses.

### ***Programmes d'assurance***

Dans le cadre des programmes d'assurance-crédit à l'exportation, qui constituent l'une des principales sphères d'activité de l'Eximbank turque, les créances à l'exportation sont assurées dans certaines limites contre les risques commerciaux et politiques. De plus, ces programmes permettent aux exportateurs d'obtenir du crédit à des conditions favorables auprès d'institutions financières en utilisant les polices d'assurance qu'ils ont obtenues de l'Eximbank turque à titre de garantie.

#### ***Assurance-crédit à l'exportation à court terme***

**Programme d'assurance-crédit à l'exportation à court terme:** ce programme offre aux sociétés une police globale d'une année couvrant les exportations achetées au moyen de crédits à court terme (dont l'échéance peut aller jusqu'à 360 jours). Il couvre tous les produits exportés par des entreprises turques.

#### ***Programmes d'assurance à moyen et à long terme***

**Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation:** il s'agit d'un programme d'assurance-acheteur qui couvre les risques politiques et commerciaux, tant avant qu'après expédition, au moyen d'une police unique. Ce programme couvre les créances liées à des exportations de biens d'équipement et de semi-équipement dont l'échéance peut aller jusqu'à cinq ans.

**Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation couvrant les risques politiques après expédition:** ce programme d'assurance-acheteur à police unique assure les exportateurs contre les risques politiques après expédition, particulièrement pour les exportations de biens d'équipement et de semi-équipement à moyen et à long terme destinés à des républiques de l'Asie centrale et de l'Asie occidentale.

**Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation couvrant tous les risques après expédition:** ce programme assure les exportations de biens d'équipement et de semi-équipement à moyen et à long terme contre les risques politiques et commerciaux.

**Programme d'assurance couvrant les services des entreprises à l'étranger:** assurance unique, couvrant le risque de non-paiement à échéance des sommes dues pour les biens et les services entrant dans l'exécution de contrats de construction. Il n'a pas encore été mis en œuvre, mais il fait actuellement l'objet d'un examen.

**Programme d'assurance des investissements à l'étranger:** ce programme assure les entreprises turques qui réalisent de nouveaux investissements directs à l'étranger contre les risques politiques. Il a été élaboré en collaboration avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI). Un "accord de coopération" a été signé à cet égard avec l'AMGI en octobre 1999. Ce programme devrait être mis en œuvre sous peu.

## 2. Objectif général et/ou objet de la subvention

### *Programmes de crédit*

#### *Crédits à l'exportation à court terme*

**Programme de crédits à l'exportation avant expédition en livres turques (PCEE LT):** ce programme a pour but de satisfaire les besoins de financement des exportateurs et/ou des fabricants à vocation exportatrice dès les premiers stades de la production.

*Programme de crédits à l'exportation avant expédition destiné aux petites et moyennes entreprises (PME):* ce programme vise à soutenir les PME.

*Programme de crédits à l'exportation destiné aux zones de développement prioritaire du PCEE:* ce programme vise à aider les exportateurs des zones de développement prioritaire et, à terme, à éliminer les disparités sociales et économiques qui existent entre ces régions et les régions développées de Turquie.

**Programme de crédits à l'exportation avant expédition en devises:** ce programme est similaire au PCEE LT.

**Programme de crédits à l'exportation à court terme destinés à des sociétés de commerce extérieur:** ces lignes de crédit visent à aider les grandes sociétés de commerce d'exportation à satisfaire leurs besoins de financement.

**Programmes de crédits à l'exportation en devises et en livres turques liés aux résultats à l'exportation:** ces programmes visent à accroître la compétitivité des exportateurs sur les marchés internationaux.

**Programme d'escompte du crédit à l'exportation à court terme:** ce programme vise à accroître la compétitivité des exportateurs turcs sur les marchés internationaux en leur permettant de vendre des marchandises turques à des conditions de paiement différé et en éliminant les risques à l'étranger, les encourageant ainsi à viser et pénétrer de nouveaux marchés.

**Programme de réescompte avant expédition à court terme:** ce programme vise à aider les fabricants-exportateurs et les exportateurs en accordant pour les créances un escompte avant expédition sous forme de billets à ordre avalisés par certaines banques commerciales turques.

#### *Crédits à l'exportation à moyen et à long terme*

**Programme de crédit-acheteur/garantie:** ce programme vise à stimuler la compétitivité des exportateurs et des entrepreneurs turcs sur les marchés internationaux et à assurer à ces sociétés un environnement exempt de risque dans leurs activités sur des marchés présentant des risques politiques et commerciaux élevés. Dans le cadre du programme, l'Eximbank turque permet aux acheteurs étrangers d'acquiescer des marchandises et des services turcs en différant le paiement de leurs achats.

**Régime de financement des exportations de la Banque islamique de développement (BID):** ce programme fournit des fonds pour les exportations à destination de pays définis dans le programme annuel de l'Eximbank turque.

**Opérations de financement du commerce d'importation (ligne OFCI) de la BID:** ce programme fournit des fonds pour les importations de matières premières ainsi que de biens

d'équipement et de semi-équipement provenant de pays membres et non membres de l'OCI qui sont utilisés dans la production de marchandises destinées à l'exportation.

**Programme de crédits à l'investissement dans des chaînes de magasins à l'étranger:** ce programme vise à soutenir les ventes directes de biens de consommation de marque turque sur les marchés internationaux.

**Programme de lettres de garantie pour la construction et l'exportation de navires:** ce programme vise à aider les chantiers navals turcs à accroître leur participation sur les marchés internationaux.

**Programme spécifique de crédits à l'exportation:** ce programme vise à financer les demandes de crédit qui ne peuvent être satisfaites dans le cadre des programmes de crédits à court terme habituellement offerts par l'Eximbank turque. Il est destiné à satisfaire les besoins spécifiques des fabricants, des fabricants-exportateurs et des exportateurs turcs en leur offrant un financement à moyen terme.

**Prêt d'intermédiation financière à l'exportation (PIFE):** ce prêt vise à couvrir les besoins de financement à court et à moyen terme des fabricants-exportateurs pour ce qui est tant des fonds de roulement que des investissements liés à l'exportation.

### *Programmes d'assurance*

À la suite de révisions effectuées en février 1997, l'assurance-crédit à l'exportation à court terme, qui était auparavant obligatoire pour les bénéficiaires du Programme de crédits à l'exportation avant expédition, est devenue facultative. Afin d'encourager les exportations vers les marchés cibles prioritaires grâce à la mise en place d'une couverture d'assurance, l'Eximbank turque a accordé des programmes d'assurance à certaines banques des pays concernés dans le cadre d'accords de financement commerciaux. Au titre de ces accords, les lettres de crédit irrévocables émises par ces banques sont assurées contre les risques politiques et commerciaux.

#### *Assurance-crédit à l'exportation à court terme*

**Programme d'assurance-crédit à l'exportation à court terme:** ce crédit après expédition couvre les risques politiques et commerciaux.

#### *Programmes d'assurance à moyen et à long terme*

**Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation:** ce programme assure contre les risques commerciaux et politiques les exportations de biens d'équipement et de semi-équipement vendues à crédit avec des échéances pouvant aller de un à cinq ans.

**Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation couvrant les risques politiques après expédition:** ce programme vise à assurer contre les risques politiques après expédition les créances liées à des exportations de biens d'équipement et de semi-équipement vendues à crédit avec des échéances pouvant aller jusqu'à cinq ans.

**Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation couvrant tous les risques après expédition:** ce programme assure les exportations de biens d'équipement et de semi-équipement à moyen et à long terme contre les risques politiques et commerciaux.

**Programme d'assurance couvrant les services des entreprises à l'étranger:** ce programme couvre les activités des entrepreneurs turcs dans des pays présentant des risques politiques.

**Programme d'assurance des investissements à l'étranger:** ce programme vise à assurer les sociétés turques qui réalisent des investissements à l'étranger contre les risques politiques.

### **3. Fondement et législation**

L'Eximbank turque soumet régulièrement ses programmes annuels au Comité suprême consultatif et d'orientation du crédit que préside le Ministre d'État chargé des activités de la Banque. Ce comité fixe le plafond des crédits que la Banque peut accorder, les garanties à émettre et les transactions à effectuer en matière d'assurance, soit en tant que montant total, soit par pays. Les procédures et directives concernant la mise en œuvre de tous les programmes susmentionnés sont administrées dans le cadre de programmes annuels par le Conseil d'administration de la Banque. Concernant le crédit à moyen et à long terme et les programmes de garantie et d'assurance, la Banque respecte pleinement le Consensus de l'OCDE, qui établit pour deux ans ou plus les lignes d'orientation des crédits à l'exportation bénéficiant d'une aide publique. En avril 1998, la Turquie est devenue membre à part entière du Groupe sur les crédits et garanties de crédit à l'exportation de l'OCDE. L'Eximbank turque est membre à part entière de l'Union de Berne, une association internationale des compagnies d'assurance du crédit à l'exportation. L'Eximbank turque fait régulièrement parvenir des renseignements à ces organisations.

### **4. Forme de la subvention**

#### **Crédits à l'exportation à court terme**

Sous forme de prêt.

#### **Programme de crédit-acheteur/garantie**

Peut se présenter sous la forme de prêt direct ou de garantie.

#### **Autres crédits à l'exportation à moyen et à long terme**

Sous forme de prêt.

#### **Programme d'assurance à court, à moyen et à long terme**

Sous forme d'assurance-crédit à l'exportation.

### **5. À qui s'adresse la subvention et quelles en sont les modalités**

#### **Programmes de crédit**

##### *Crédits à l'exportation à court terme*

**Programme de crédits à l'exportation avant expédition en livres turques (PCEE LT):** ce programme vise des sociétés de commerce extérieur sectorielles (SCES), des fabricants, des fabricants-exportateurs et des exportateurs. Le taux d'intérêt est fixé par l'Eximbank turque en fonction des taux du marché monétaire, de la durée de remboursement du prêt et des frais de financement.



*Programme de crédits à l'exportation avant expédition destiné aux petites et moyennes entreprises (PME):* les crédits ne sont accordés qu'à des fabricants et des fabricants-exportateurs de petite et moyenne importance, ayant jusqu'à 200 employés. Le taux d'intérêt est le même que pour le PCEE LT.

*Programme de crédits à l'exportation destiné aux zones de développement prioritaire du PCEE:* les crédits sont accordés à des sociétés installées dans des zones de développement prioritaire en Turquie. Le taux d'intérêt est légèrement inférieur à celui du PCEE LT.

**Programme de crédits à l'exportation avant expédition en devises (PCEE FX):** les crédits sont accordés à des sociétés de commerce extérieur sectorielles (SCES), à des fabricants, à des fabricants-exportateurs et à des exportateurs. Le taux d'intérêt est celui du LIBOR + une fourchette, de l'EURIBOR + une fourchette, du STG LIBOR + une fourchette et du TIBOR + une fourchette (pour les crédits en yen). La fourchette est fixée par l'Eximbank turque.

**Programme de crédits à l'exportation à court terme destinés à des sociétés de commerce extérieur:** les crédits sont accordés à des sociétés de commerce extérieur (SCE) et à des sociétés de commerce extérieur sectorielles (SCES) sur la base des résultats à l'exportation de l'année précédente. Les candidats doivent jouir du statut de SCE ou de SCES délivré par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur. Le taux d'intérêt pour le Programme de crédits à l'exportation à court terme en livres turques destiné à des SCE est le même que celui du PCEE LT, et le taux d'intérêt du Programme de crédits à l'exportation à court terme en devises destiné à des SCE est le même que celui du PCEE FX.

**Programmes de crédits à l'exportation en devises et en livres turques liés aux résultats à l'exportation:** les crédits sont accordés à des fabricants, à des fabricants-exportateurs et à des exportateurs, sauf s'il s'agit de SCE et de SCES. Le taux d'intérêt pour le programme en devises est le même que celui du PCEE FX, et celui du programme en livres turques est le même que celui du PCEE LT.

**Programme d'escompte du crédit à l'exportation à court terme:** les créances à l'exportation sont, sous réserve de l'acceptation des banques et/ou de lettres de crédit irrévocables, escomptées par l'Eximbank turque, ce qui permet aux exportateurs turcs de bénéficier d'un financement après expédition. Les créances à l'exportation ayant une échéance inférieure à 180 jours sont escomptées selon le taux du LIBOR + une fourchette.

**Programme de réescompte avant expédition à court terme:** ce programme permet d'escompter les billets à ordre préparés par des exportateurs au nom de l'Eximbank turque, avalisés par des banques qui ont une lettre de garantie à court terme et dont l'échéance peut aller jusqu'à 120 jours. De cette façon, un mécanisme de financement avant expédition est offert aux exportateurs turcs et aux fabricants à vocation exportatrice. Ce programme couvre les opérations d'exportation dont le paiement est effectué contre documents et lettres de crédit irrévocables. Le taux d'intérêt est celui du LIBOR + une fourchette, et celle-ci est fixée par l'Eximbank turque.

#### ***Crédits à l'exportation à moyen et à long terme***

**Programme de crédit-acheteur/garantie:** des lignes de crédit sont accordées, sous garantie souveraine, à des banques et institutions financières correspondantes dans divers pays. Les taux d'intérêt sont fixés entre les parties concernées et conformément au Consensus de l'OCDE.

**Régime de financement des exportations de la Banque islamique de développement (BID):** ce régime est destiné aux exportateurs turcs qui exportent des marchandises vers des pays qui sont définis dans le programme annuel de l'Eximbank turque. Il est tenu compte de la réputation du

pays de l'importateur ou de la crédibilité de la garantie accordée par la banque dans les demandes de crédit, qui sont évaluées pour chaque transaction.

**Opérations de financement du commerce d'importation (ligne OFCI) de la BDI:** des crédits sont accordés aux importateurs turcs pour couvrir leurs besoins en intrants importés. Le taux de majoration correspond au taux du LIBOR + 1,5 pour les importations en provenance des pays membres de l'OCI, et au taux du LIBOR + 2,5 pour les importations provenant des pays non membres de l'OCI.

**Programme de crédits à l'investissement dans des chaînes de magasins à l'étranger:** des crédits sont accordés à des entrepreneurs turcs qui investissent dans la création de centres commerciaux et de chaînes de magasins dans des pays étrangers. Les taux d'intérêt sont fixés par l'Eximbank turque au cas par cas en fonction des conditions de crédit, des frais de financement et de la crédibilité de l'exportateur concerné.

**Programme de lettres de garantie pour la construction et l'exportation de navires:** les entreprises turques associées à la construction et/ou à l'exportation de navires reçoivent des lettres de garantie leur permettant de trouver un financement auprès de banques et d'institutions financières tant nationales qu'étrangères ou d'obtenir de l'acheteur un préfinancement sous forme d'acompte ou de versements échelonnés. Le pourcentage de commission est fixé par l'Eximbank turque pour chaque transaction.

**Programme spécifique de crédits à l'exportation:** il s'agit d'un mécanisme de financement à moyen terme accordé avant expédition aux fabricants/exportateurs pour leurs projets générateurs de devises en Turquie ou à l'étranger. Les modalités de ce mécanisme sont déterminées en fonction de chaque projet.

**Prêt d'intermédiation financière à l'exportation (PIFE):** tous les exportateurs privés ayant des revenus en devises peuvent, quel que soit leur secteur d'activité, participer en tant qu'emprunteurs secondaires sur une base commerciale. L'Eximbank turque fixe les taux d'intérêt appliqués aux banques participantes en fonction des frais de financement.

### ***Programmes d'assurance***

#### ***Assurance-crédit à l'exportation à court terme***

**Programme d'assurance-crédit à l'exportation à court terme:** tous les exportateurs turcs peuvent bénéficier de ce programme. Le montant des primes varie en fonction de la classification du pays de l'acheteur du point de vue du risque, des conditions de paiement et du caractère de l'acheteur (public/privé).

#### ***Programmes d'assurance à moyen et à long terme***

**Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation:** tous les exportateurs turcs peuvent bénéficier de ce programme. Le montant des primes varie en fonction de la classification du pays de l'acheteur du point de vue du risque, des conditions de paiement et du caractère de l'acheteur (public/privé).

**Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation couvrant les risques politiques après expédition:** comme pour le Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation.

**Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation couvrant tous les risques après expédition:** comme pour le Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation.

**Programme d'assurance couvrant les services des entreprises à l'étranger:** les entreprises sous-traitantes turques engagées dans des projets clefs en main ou dans des projets partiels de construction, ou dans l'agrandissement et le montage de toutes sortes d'installations industrielles, obtenus sur appel d'offres d'un employeur étranger peuvent bénéficier de ce régime.

**Programme d'assurance des investissements à l'étranger:** ce programme s'applique aux investissements effectués par des sociétés turques dans des entreprises à l'étranger. Il peut s'agir d'un nouvel investissement effectué dans une entreprise en cours de démarrage ou dans une entreprise existante, ou encore de l'expansion ou de la modernisation d'une entreprise existante.

## 6. Durée de la subvention

Les programmes de l'Eximbank turque ne sont pas limités dans le temps. Ils peuvent être révisés ou supprimés ou de nouveaux programmes peuvent être établis en fonction des besoins des exportateurs turcs et des règles et réglementations internationales.

Crédits accordés par l'Eximbank turque et total des expéditions couvertes par les programmes  
d'assurance au cours des trois dernières années  
(en millions de dollars EU)

Programmes	1998	1999	2000
Crédits à l'exportation avant expédition en livres turques	855,0	958,5	736,0
Crédits à l'exportation avant expédition en devises	1 196,8	1 154,1	1 443,5
Crédits à l'exportation à court terme en livres turques SCE	188,3	209,7	194,8
Crédits à l'exportation à court terme en devises SCE	436,2	335,3	500,5
Crédits en livres turques liés aux résultats à l'exportation	212,0	313,7	130,3
Crédits en devises liés aux résultats à l'exportation	343,2	326,3	322,1
Programme d'escompte du crédit à l'exportation à court terme	13,0	31,7	23,6
Programme de réescompte avant expédition à court terme	-	1,9	20,6
Programme de crédit-acheteur/garantie	215,0	196,5	52,0
Régime de financement des exportations de la BID	3,1	-	-
Ligne OFCI de la BID	9,7	7,2	3,8
Crédits à l'investissement dans des chaînes de magasins à l'étranger	1,8	10,4	11,5
Programme de lettres de garantie pour la construction et l'exportation de navires	22,7	4,4	-
Programme spécifique de crédits à l'exportation	18,1	3,4	-
Prêt d'intermédiation financière à l'exportation (PIFE)	-	-	55,4
Programme d'assurance-crédit à l'exportation à court terme	2 977	3 000	2 952
Programme d'assurance-crédit à l'exportation à moyen et à long terme	13,0	18,5	-

### **III. PROGRAMME DE SUBVENTION DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES**

#### **1. Titre du programme de subventions**

Le programme de subvention s'intitule "Programme de subvention des exportations de produits agricoles" (Décret n° 2000/5). Le Décret n° 2000/5 du Conseil du crédit, de la monnaie et de la coordination a été publié au Journal officiel du 25 mars 2000 et a été appliqué du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2000. Ce programme remplaçait celui institué par le Décret n° 98/30.

#### **2. Objectif général et/ou objet de la subvention**

L'objectif général de ce programme de subvention des exportations est de développer le potentiel d'exportation des produits agricoles transformés de la Turquie.

#### **3. Fondement et législation**

L'organe chargé de la subvention est le Conseil du crédit, de la monnaie et de la coordination. Le Conseil se compose de Ministres d'État, du Ministre de l'agriculture, du Sous-Secrétaire du Ministère des finances, du Sous-Secrétaire à la planification, du Sous-Secrétaire au commerce extérieur, du Sous-Secrétaire au Trésor et du Gouverneur de la Banque centrale.

#### **4. Forme de la subvention**

Les subventions sont fournies aux producteurs/exportateurs ou aux exportateurs sous forme de déduction des sommes qu'ils doivent aux organismes publics (impôts, cotisations de sécurité sociale, dépenses d'énergie, frais de télécommunication).

#### **5. Montant unitaire de la subvention**

La subvention accordée par produit est indiquée ci-dessous.

Produit	Taux (dollars EU/tonne)	Part de la quantité exportée admise à bénéficier de la subvention
2000/5		
Fleurs coupées (fraîches)	285	57%
Légumes, congelés (sauf les pommes de terre)	106	38%
Légumes (déshydratés)	370	33%
Fruits (congelés)	92	45%
Conserves, pâtes	55	85%
Préparations de fruits homogénéisés	53	69%
Jus de fruits (concentrés)	168	31%
Huile d'olive	200	100%
Préparations ou conserves de poisson	210	100%
Viande de volaille (sauf les abats comestibles)	199	28%

Produit	Taux (dollars EU/tonne)	Part de la quantité exportée admise à bénéficier de la subvention
Œufs	7\$/1 000 pièces	40%
Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du chocolat	110	60%
Biscuits, gaufres	110	30%
Macaroni, vermicelle	73	40%

La deuxième colonne précise que la subvention ne sera versée que pour un pourcentage déterminé de la quantité exportée. Ce système a été mis en place pour tenir compte de l'engagement en matière de volume annuel que la Turquie a contracté aux termes de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture.

#### **6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

On ne dispose pas de données statistiques permettant d'évaluer les effets de cette subvention sur le commerce.

### **DÉCRET N° 2001/2 DU CONSEIL DU CRÉDIT, DE LA MONNAIE ET DE LA COORDINATION**

#### **1. Titre du programme de subventions**

Le programme de subvention s'intitule "Programme de subvention des exportations de pommes de terre". Le Décret n° 2001/2 du Conseil du crédit, de la monnaie et de la coordination a été publié au Journal officiel du 26 janvier 2001 et a été appliqué du 1<sup>er</sup> octobre 2000 au 30 avril 2001.

#### **2. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Les objectifs généraux de ce programme de subvention des exportations sont de développer le potentiel d'exportation de ces produits et d'orienter les excédents de production vers l'exportation.

#### **3. Fondement et législation**

L'organe chargé de la subvention est le Conseil du crédit, de la monnaie et de la coordination. Le Conseil se compose de Ministres d'État, du Ministre des finances, du Ministre de l'agriculture, du Sous-Secrétaire à la planification, du Sous-Secrétaire au commerce extérieur, du Sous-Secrétaire au Trésor et du Gouverneur de la Banque centrale.

#### **4. Forme de la subvention**

La subvention est fournie sous forme d'allocations en espèces. Les subventions sont accordées aux exportateurs de ce produit sur la base d'un montant fixe en dollars EU par tonne.

**5. Montant unitaire de la subvention**

La subvention accordée par produit est indiquée ci-dessous.

Produit	Taux (dollars EU/tonne)
2001/2	
Pommes de terre	20

**6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

On ne dispose pas de données statistiques permettant d'évaluer les effets de cette subvention sur le commerce.

---